

Agreste Pays de la Loire

Janvier 2006

Les résultats 2003 des exploitations agricoles

Dans les Pays de la Loire, une exploitation sur cinq bénéficie d'aides relatives aux calamités. En 2003, les gelées tardives et la canicule ont affecté les agriculteurs dont le résultat courant avant impôts a chuté de 8 %. Seuls les céréaliers ont réalisé de meilleurs résultats en 2003.

Cette baisse, quasi générale, réduit les capacités d'autofinancement et d'investissement des exploitants ligériens. Le taux d'endettement, 43 % du bilan en moyenne, reste stable. Il est de 7 point plus élevé que la moyenne nationale.

Les subventions représentent près de 90 % du résultat. Ce poids peut atteindre 140 % pour les exploitations de grandes cultures associées à l'élevage.

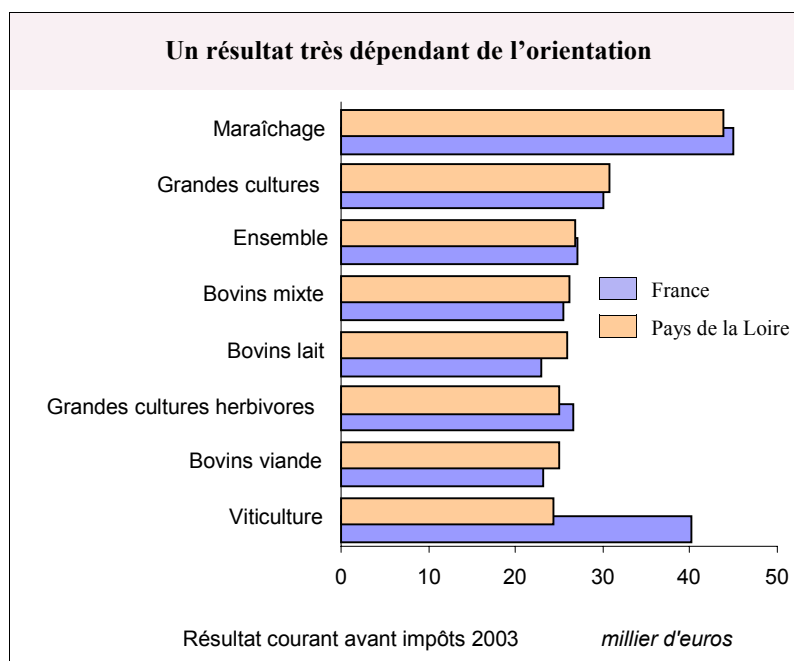
Les rigueurs climatiques de l'année 2003 ont largement conditionné les résultats économiques des agriculteurs

En 2003, le résultat courant avant impôt des exploitations agricoles des Pays de La Loire se replie de 8 % en valeur courante. Il avait augmenté de 15 % en 2002. Le niveau moyen de 26 815 € enregistré en 2003, reste cependant supérieur de 1 200 € au revenu moyen de 2001. Le résultat national s'établit à 27 045 € en baisse de 2,8 %. Les conditions climatiques exceptionnelles de l'année, gelées tardives du printemps suivies de la canicule estivale ont affecté

la plupart des revenus des exploitations ligériennes. La baisse de 6 % observée pour les éleveurs de bovins viande peut atteindre 17 % pour les orientations de grandes cultures associées à l'élevage d'herbivores.

Les céréaliers au-dessus de la moyenne nationale

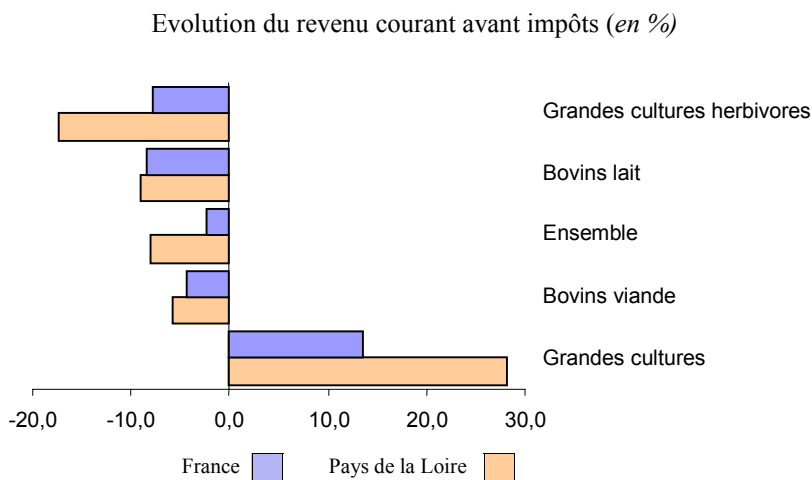
Seuls les céréaliers dégagent un résultat en hausse sensible : +28 %. Les évolu-



Source : Agreste—RICA, résultats 2003—Pays de la Loire

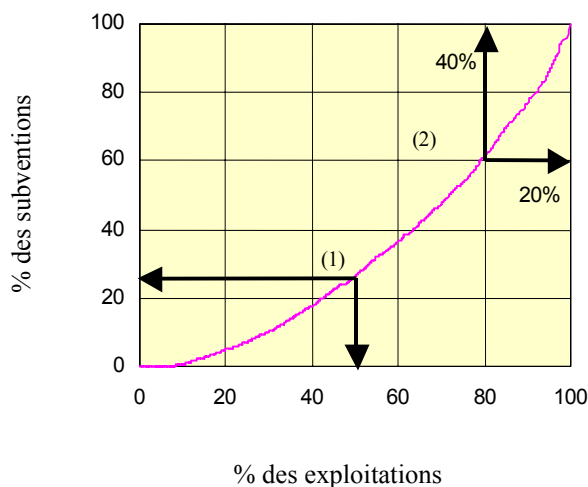
Agreste Pays de la Loire

Seuls les céréaliers tirent leur épingle du jeu



20% des exploitations perçoivent 40% des aides

Concentration des subventions



- (1) Dans les Pays de la Loire, la moitié des exploitations perçoit 26 % des subventions.
 (2) Par ailleurs, 20 % des exploitants reçoivent 40 % des aides.

Source : Agreste—Rica, résultats 2003—Pays de la Loire

tions mesurées en Pays de la Loire et en France, sont de même nature mais plus marquée en région qu'au niveau national. C'est le cas notamment pour les céréaliers dont le revenu augmente de 14 % France entière. Fait marquant, en 2003, à 30 600 € le résultat affiché en région est plus élevé que la valeur nationale. La progression du prix des céréales, de l'ordre de 16 % en moyenne a compensé la baisse des vo-

lumes produits. Les ventes progressent de 4 %, bien que les récoltes chutent de 12 %. Si les rendements sont partout à la baisse, la région des Pays de la Loire est moins touchée ; ils diminuent de 9 % contre 13 % en moyenne au niveau national. A ces facteurs s'ajoute la baisse des charges d'exploitation. La charge de traitement des cultures en produits phytosanitaires s'allège de 14 %. Elle pèse pour 25 % dans les

charges d'approvisionnement des céréaliers.

Le résultat des exploitations laitières avoisine les 26 000 €, soit 3 100 € de plus que la valeur nationale. Le recul de 9 % du résultat est dû à la baisse conjuguée de la production laitière et du prix du lait.

Chez les éleveurs de bovins viande la baisse du résultat répercute la hausse des consommations intermédiaires, en particulier des charges d'approvisionnement en alimentation du bétail. Ces coûts qui représentent plus de la moitié de leurs charges d'approvisionnement, augmentent de près de 6 %. A 25 000 €, ils dégagent un résultat moins élevé que les laitiers. En revanche, le résultat économique mesuré par unité de travail familial, 18 700 €, leur est plus favorable; environ 3 000 € de plus que les producteurs de lait.

Les résultats les plus importants, par exploitation mais aussi par unité de travail familial, sont recensés en maraîchage. Le résultat moyen de 44 800 € est comparable au résultat France. Le résultat de 30 600 € par unité de travail familial, se situe très au-dessus de la moyenne française. L'écart de 4 500 € s'explique par un moindre recours à la main d'œuvre familiale dans la région : 1,53 unités de travail non salarié contre 1,73 France entière.

Versement d'aides calamités

Les subventions d'exploitation perçues en 2003, se stabilisent à 23 700 €. Elles concourent à hauteur de 88 % à la formation du résultat. Le montant des aides communautaires est maximal dans les exploitations orientées grandes cultures associées ou non à l'élevage d'herbivores, environ 35 000 €. Sur l'exercice comptable 2003, une exploitation sur cinq a bénéficié des aides relatives aux calamités climatiques pour un montant moyen de 1 470 €. Cette aide est trois à quatre fois plus élevée dans les régions du Centre et de l'Est, plus éprouvées par la sécheresse. Il convient toutefois de noter que pour certains exploitants, l'aide de l'Etat sera comptabilisée sur l'exercice 2004.

Recul de l'autofinancement et de l'investissement

La capacité de l'exploitant ligérien à s'autofinancer recule de trois points, conséquence mécanique de la baisse du résultat en 2003, pour s'établir à 47 400 €. Ce montant permet de couvrir les prélèvements privés de l'exploitant pour 30 600 € et de participer à l'autofinancement de l'activité agricole à concurrence de 16 800 €. Les prélèvements privés augmentent légèrement tandis que l'autofinancement accuse une baisse de 10 % qui permet cependant de faire face aux remboursements des dettes contractées à long et moyen terme. La capacité d'autofinancement des céréaliers augmente de 15 %. Ils mettent à profit cette nouvelle amélioration de leur rentabilité pour accroître leur autofinancement de 40 %, en privilégiant le remboursement des dettes

plutôt que l'investissement. Ils maintiennent leurs prélèvements privés au niveau atteint en 2002.

Le redressement du résultat en 2002 n'a pas suffi à relancer l'investissement, qui continue de régresser. Les mesures de mise aux normes des bâtiments d'élevage contribuent à modifier la structure de l'investissement. Les sommes investies s'élèvent à 20 400 €, plus du tiers dans les constructions.

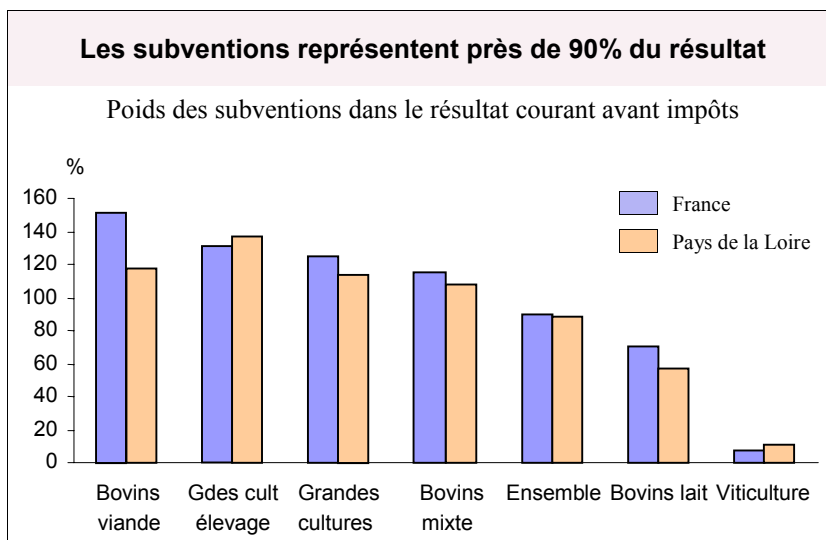
La charge de la dette s'alourdit

L'endettement se maintient à un niveau élevé, 116 700 €. Le taux d'endettement, rapport de l'ensemble des dettes au total du bilan, est stable à 43,4 %. La mauvaise conjoncture 2003 n'a pas eu de répercussion sur le niveau des dettes à court terme, moins de 30 %. L'endettement dans la région des Pays

de la Loire est important. L'écart est de sept points avec la moyenne nationale. Les orientations de grandes cultures et celles associées à l'élevage d'herbivores affichent les plus forts taux, de l'ordre de 46 %. La filière bovine est la moins endettée. Les taux varient de 32 % pour les bovins viande à 38 % pour les producteurs de lait. Sur l'exercice 2003 les céréaliers améliorent leur indépendance financière par un remboursement accru de dettes. Leur taux d'endettement diminue de façon sensible.

La part de l'excédent brut d'exploitation consacrée aux remboursements financiers augmentent de façon importante. Cet indicateur qui mesure le poids de la dette atteint 38 %, soit quatre points de plus que l'année précédente, il est supérieur au taux déjà élevé observé en 2001. La variation résulte d'une part, de la diminution de l'excédent brut d'exploitation (3 %) d'autre part, de l'accroissement du montant des remboursements sur 2003 (10 %). La charge de la dette est la plus lourde dans les orientations de grandes cultures associées à l'élevage d'herbivores où elle approche les 42 %. Dans cette orientation l'excédent brut d'exploitation chute de sept points.

Chantal Delacourt



Source : Agreste—RICA, résultats 2003—Pays de la Loire

Europe : Le Réseau d'Information Comptable (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro économique est réalisée auprès de 61 000 exploitations agricoles « professionnelles » représentatives des quatre millions d'exploitations agricoles européennes.

France : L'échantillon observé en 2003 regroupe 7 303 exploitations. Le champ couvert correspond aux 383 000 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares d'équivalent blé, nécessitant au minimum 0,75 unité de travail annuel et assurant 95 % de la production agricole.

Pays de la Loire : L'échantillon de 503 exploitations permet d'obtenir des résultats représentatifs régionalement et pour les principales orientations technico-économiques. Il couvre un champ de 28 503 exploitations.

Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

RCAI : Le **résultat courant avant impôt** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il exprime une forme de revenu familial (les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites) qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

Agreste Pays de la Loire

RICA : RESULTATS ECONOMIQUES DES EXPLOITATIONS EN 2003

Moyennes par exploitation

	Toutes exploit.	Grandes cultures (1)	Maraîchage	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Herb. + cult.
Nombre d'exploitations représentées	28 503	2 506	524	7 647	4 253	2 438	3 065
Caractéristiques physiques							
Surface agricole utilisée (en ha)	68,0	98,7	17,7	60,4	62,5	83,4	96,4
dont : SAU en fermage	57,8	79,6	15,5	49,7	50,9	74,3	86,4
Effectifs animaux (en UGB*)	132,2	21,9	6,4	76,4	104,5	123,1	103,7
Nombre d'UTA **	2,0	1,6	4,8	1,7	1,4	1,6	1,8
dont : UTA non salariées	1,6	1,4	1,4	1,7	1,3	1,5	1,6
Financement et éléments du bilan (en milliers d'euros)							
Fonds de roulement	55,2	43,9	42,5	39,0	59,6	71,9	48,8
Capacité d'autofinancement	47,4	51,0	74,2	41,6	35,5	45,5	51,2
Autofinancement net	16,8	21,9	34,9	8,2	14,4	14,1	18,9
Actif immobilisé	182,6	134,3	155,7	165,0	167,0	193,7	205,9
dont : Capital d'exploitation	152,7	84,7	132,8	136,3	139,3	173,5	177,2
Actif circulant	85,6	67,1	93,6	58,5	80,7	98,8	84,0
dont : stocks	51,3	35,6	28,6	35,8	48,8	71,1	52,5
Capitaux propres	153,0	108,6	108,4	139,2	168,1	185,7	157,6
Endettement total	115,9	93,7	141,3	84,9	80,2	107,1	133,4
Soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)							
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	129,2	99,6	281,6	97,6	63,2	106,3	120,3
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2
- Charges d'approvisionnement	51,4	37,6	90,0	29,9	26,9	41,6	46,3
- Autres achats et Charges externes (n.c. fermage)	33,6	28,1	54,7	29,1	20,7	31,5	36,6
= Valeur ajoutée hors fermage	44,3	34,2	136,9	38,7	15,7	33,3	37,5
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation, Indemnités assurances	24,1	35,7	10,5	15,0	29,5	28,5	35,4
- Fermage	8,0	10,7	4,8	6,3	5,7	9,5	11,5
- Impôts et taxes	1,6	1,9	1,4	1,6	1,0	1,5	1,9
- Charges de personnel	7,2	2,7	60,5	0,7	0,8	1,0	3,7
= Excédent brut d'exploitation	51,7	54,5	80,9	45,2	37,7	49,9	55,9
+ Transferts de charges et autres produits de gestion	0,4	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,6
- Dotations aux amortissements	20,7	20,4	32,0	15,8	10,6	19,5	26,2
= Résultat d'exploitation	31,4	34,5	49,1	29,5	27,4	30,7	30,3
+ produits financiers	0,3	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	0,3
- Charges financières	4,9	4,3	5,7	3,7	2,7	4,6	5,5
= Résultat courant avant Impôts	26,8	30,6	44,0	26,0	24,9	26,2	25,0

Source : RICA Pays de la Loire - Résultats définitifs 2003

(1) regroupement de deux orientations : céréales et grandes cultures.

* UGB : Unités gros bétail : 1 UGB équivaut à une vache laitière, un ovin correspondant à 0,15 UGB.

** UTA : Unité de travail annuel. 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année.

Direction Régionale de l'Agriculture et de la
Forêt des Pays de la Loire
Service de Statistique Agricole
12, rue Menou - 44035 NANTES CEDEX 1
Tél. : 02 40 12 36 48 - Fax : 02 40 12 36 43
Prix : 2,5 €

Directeur de la publication : JN. Ménard
Rédacteur en Chef : P. Vincent
Rédaction : C. Delacourt
Composition : C. Certain
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1281 - 8895